

lences populaires. La municipalité de Lyon, alarmée, envoya aussitôt deux de ses membres, MM. Chalons et Gleyre, pour se concerter avec les municipalités riveraines, en obtenir le relâche des blés saisis et leur protection pour la circulation des marchandises. On écrivit à la municipalité d'Auxerre; la lettre rappelait les efforts courageux et persévérants que la municipalité de Lyon n'avait cessé de faire pour réprimer les projets des aristocrates et des royalistes, et les obstacles sans cesse renaissants que ceux-ci lui avaient continuellement opposés. Le péril extrême où se trouvait la ville de Lyon, par l'interruption de ses approvisionnements, était une nouvelle machination des ennemis de la liberté. Partout, ils avaient répandu que les marchands faisant le commerce des blés à Lyon, n'étaient que des accapareurs. Par ce moyen, on avait réduit la ville de Lyon dans un état de disette qui allait la jeter dans le désespoir. Les municipaux lyonnais repoussent vivement ces accusations d'accaparement; ils réfutent le bruit qu'il existait à Lyon des amas de grains, et démontrant qu'au contraire la ville éprouvait le besoin le plus urgent de blé et de farine, ils s'adressent au patriotisme et aux sentiments fraternels des autres cités françaises.

Les commissaires de la municipalité eurent pour mission de tenir partout le même langage. Une lettre adressée par la municipalité au ministre Roland, peint encore mieux la situation. On lui disait : « Après avoir fait tout ce qui était en notre pouvoir pour éviter les plus grands malheurs et avoir été assez heureux pour espérer d'y réussir, nous vous devons compte de nos démarches et de nos succès qui ne seront cependant complets que lorsque, comme nous n'en doutons pas, vous nous aurez aidés de tout votre pouvoir... Depuis plusieurs semaines, nous nous étions aperçus que le blé devenait beaucoup moins abondant au marché de la Grenette, et qu'il n'en arrivait plus par la voie de la Saône. Cette situation devenait